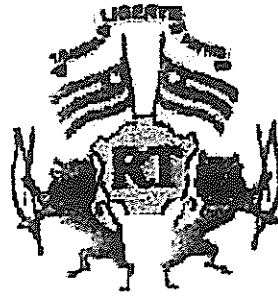


**REPUBLIQUE
TOGOLAISE**



Travail-Liberté-Patrie

**DISCOURS DE SON EXCELLENCE
MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
A L'OCCASION
DU SOMMET MONDIAL SUR
LA SECURITE ALIMENTAIRE**

**ORGANISE PAR LA FAO
Rome, du 16 au 18 Novembre 2009**

Monsieur le Président de la République Italienne
Monsieur le Président du Conseil Italien,
Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies,
Monsieur le Directeur Général de la FAO,
Mesdames et Messieurs les Ministres et Chefs de délégation,
Mesdames et Messieurs les Présidents et Directeurs Généraux des Institutions Internationales,
Excellences Mesdames et Messieurs les représentants des corps diplomatiques et consulaires,
Mesdames et Messieurs les représentants des Organisations Internationales et Non Gouvernementales,
Honorables invités,
Mesdames et Messieurs.

Je voudrais, en prenant la parole devant vous, exprimer, au nom de tout le peuple togolais et en mon nom personnel, mes plus sincères remerciements aux Autorités Italiennes, pour l'accueil chaleureux qui nous a été réservé depuis notre arrivée dans cette magnifique ville de Rome.

Mes félicitations vont aussi à M. Jacques DIOUF, Directeur Général de la FAO, pour avoir su, si soigneusement, préparer et organiser cette conférence de haut niveau.

Excellences,

Mesdames et messieurs

Cette troisième rencontre sur la sécurité alimentaire nous donne l'opportunité de débattre encore de la faim qui constitue aujourd'hui dans le monde, à la fois, une triste réalité à laquelle des millions de personnes sont quotidiennement confrontées, et une atteinte à la dignité humaine.

Le sommet de 2009 demeure donc capital à bien des égards.

Premièrement, ce sommet constitue une occasion de plus, et non de trop, pour évaluer l'état d'avancement de notre action vis-à-vis de l'objectif numéro un de notre agenda du millénaire, qui consiste à réduire de moitié, c'est-à-dire à 420 millions, le nombre de personnes souffrant de la faim à l'an 2015. Nous sommes conscients que cet objectif, fixé par le Sommet mondial de l'alimentation de 1996, ne sera probablement pas atteint, malgré les efforts consentis. Les chiffres, en augmentation, des victimes de la faim, qui sont rapportés par la FAO, indiquent clairement que le nombre de personnes souffrant de la faim a atteint plus d'un milliard.

Deuxièmement, ce sommet vient à point nommé, car il intervient au moment où toute la planète est secouée par une grave crise économique et financière. Il devra contribuer à nourrir la réflexion pour poursuivre les actions en vue d'améliorer la disponibilité de ressources financières nécessaires au règlement durable du problème de la faim et de la crise alimentaire dans le monde.

Troisièmement, ce forum intervient à quelques semaines seulement avant le sommet mondial qui se tiendra le mois prochain à Copenhague sur les changements climatiques.

En effet, l'impact des dérèglements climatiques sur les systèmes de production, la sécurité alimentaire et les niveaux de revenus, particulièrement dans les pays en voie de développement, est alarmant, comme en témoignent les rapports des experts.

Enfin, quatrièmement, ce sommet intervient au moment où, au nord, les modèles de stimulation de production et de croissance agricoles basés sur la garantie de prix et de marchés, notamment dans le domaine de la production laitière, dévoilent leurs limites. A l'opposé, les efforts déployés en vue du retour vers des marchés privés de l'intervention des pouvoirs publics, posent des difficultés d'application, car les nouvelles mesures sont ressenties comme injustes et pénalisantes pour les revenus des agriculteurs.

Excellences Mesdames et Messieurs,

Malgré ce contexte difficile, il est encore de notre devoir, de prendre au cours de cette réunion, au-delà des décisions de principes, des engagements concrets, au plus haut niveau, pour endiguer sensiblement la faim et la pauvreté dans le monde.

La première action, visera à remédier au retard vis-à-vis de la réalisation des OMD et la mobilisation de plus de ressources, malgré la prévalence de la crise financière. A cet égard, il importe de saluer ici l'heureux engagement pris, à l'Aquila, lors du Sommet du G8, d'accorder 20 milliards de dollars répartis sur 3 ans pour lutter contre la faim dans le monde et garantir la sécurité alimentaire. Cependant, cette décision devrait être concrétisée avec célérité et efficacité. Des mécanismes souples pourraient être mis en place à travers les guichets des institutions régionales habituées à gérer des fonds de décaissements rapides, afin de faire face à des situations d'urgence. Les autres Nations qui en ont la capacité sont également invitées à se joindre à cette démarche pour accroître la part des ressources allouées au combat contre la faim dans le monde.

Le second axe des engagements, a trait à des stratégies de lutte contre la faim en rapport avec les phénomènes liés aux changements climatiques.

Je m'en voudrais de ne pas en citer quelques unes, qui nous tiennent à cœur. Il s'agit notamment d'assurer le renforcement des capacités de recherche adaptative de nos pays, pour mettre au point des variétés culturales, des races animales ainsi que des technologies performantes et mieux adaptées à nos écosystèmes ; la mise en place de mécanismes de garanties et d'assurance pour couvrir les investissements agricoles contre les risques de catastrophes naturelles telles que les inondations, l'introduction de mécanismes flexibles pour financer les innovations en faveur d'un développement propre, le renforcement de partenariat favorable à l'accès des produits de nos agricultures sur les marchés régionaux et internationaux.

Le troisième axe sur lequel nos efforts devront se concentrer porte sur **les approches cohérentes et flexibles** à intégrer dans nos politiques de coopération et dans nos stratégies d'interventions dans le secteur de l'agriculture. Les exemples des résultats des pays développés en matière de prix d'intervention et de quotas de production, ont révélé l'impact que peuvent avoir des mesures incitatives de soutien à l'agriculture, malgré les limites auxquels les risques de surproduction conduisent actuellement.

Concevoir les politiques agricoles du sud, rien qu'en mettant l'accent sur les mesures de libéralisation et de déréglementation et de privatisation ne peut nous permettre de juguler la faim. Nous aurons besoin de combiner nos efforts pour asseoir des politiques pouvant à la fois assurer l'efficacité de l'intervention publique, tout en donnant plus de place aux agriculteurs et leurs prestataires de services vivant à leur proximité.

S'agissant particulièrement de mon pays, le Togo, je puis vous assurer que nous continuons à œuvrer dans le cadre des partenariats mondiaux qui se bâtissent, notamment pour lutter contre la faim et la pauvreté.

Le parcours entamé dans mon pays est assez significatif. En effet, malgré un contexte caractérisé par la rareté de ressources, et le délabrement par près de deux décennies sans appui substantiel de la coopération internationale, le Togo a dû faire face, comme d'autres pays, à la crise alimentaire mondiale.

Il a fallu élaborer, dès 2008, une Stratégie de Relance de la Production Agricole et un Plan d'Actions d'Urgence pour la période 2008-2010 axé sur des mesures urgentes dont l'achat de 30.000 tonnes d'engrais pour les cultures vivrières, qui ont été mis à la disposition des producteurs à un prix subventionné d'environ 52 %. Cela a occasionné une subvention de plus de 6 milliards de FCFA ; soit l'équivalent de près de 10 Millions d'Euros pour une seule campagne agricole.

Dans le prolongement de ce programme d'urgence, l'Etat a intégré la lutte contre la faim dans le récent Document Complet de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP-C) dont le Togo s'est doté dans le cadre de sa politique de relance et de développement socio-économique pour la période 2008-2012. Cette stratégie, axée sur la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), notamment en matière de lutte contre la faim, vient d'être complété par l'adoption du programme national de sécurité alimentaire (PNSA) ainsi que le programme national d'investissement agricole (PNIA) élaboré avec l'appui de l'Union Africaine et de la FAO.

Des investissements publics et privés importants seront nécessaires pour permettre au secteur agricole d'atteindre et de soutenir un taux de croissance d'au moins 6% par an. Tout en comptant sur les partenaires techniques et financiers, je suis convaincu que notre Gouvernement devra consentir d'importants

efforts, notamment pour garantir que le secteur agricole bénéficie, de façon soutenue, d'au moins 10% des allocations budgétaires, conformément au Sommet de Maputo de 2003.

Les agriculteurs togolais ont dû faire les frais, eux aussi, des dégâts des récentes inondations qui ont plongé, en 2009, de nombreux pays de la côte ouest africaine, dans une situation socio-économique et sanitaire pénible. En plus des dommages causés sur les infrastructures routières perturbant sérieusement le trafic national et international, ces inondations ont affecté des dizaines de milliers de personnes et endommagé des milliers d'hectares de cultures de leurs exploitations agricoles, mettant de nouveau en péril des productions durement développées.

Mesdames et Messieurs,

Avant de terminer mon intervention, je voudrais saisir cette occasion pour exprimer mes vifs remerciements à tous les partenaires qui apportent leur appui à mon pays dans ses efforts de reconstruction et de réconciliation nationale.

Au-delà de la poursuite des efforts en cours pour renforcer le processus de démocratisation sur lequel il est engagé, je voudrais réaffirmer l'engagement du Togo à rester solidaire avec les autres nations, et à mener en collaboration avec la FAO, le combat contre la faim.

Je réitère vivement mes vœux de plein succès au présent rendez-vous d'importance capitale pour la stabilité dans le monde.

Vive la coopération internationale

Je vous remercie